



CONTRAT DE SERVICES

N° Client :

Type de Contrat : ANNULE ET REMPLACE

Commercial : Orlane Prenveille

Raison sociale : MAIRIE AUSSAC-VADALLE

DÉTAILS DE L'OFFRE

Libellé	PU HT	Quantité	Total HT
Lien FTTH avec backup 4G automatique (50 Go)	135	1	135,00
LIGNE DE TELEPHONE FIXE ILLIMITE VERS LES FIXES ET MOBILES	0	5	0,00
FORFAIT GOLD TELEPHONE FIXE	0	5	0,00
1 poste T46U	0	1	0,00
4 postes W73H	0	4	0,00
FORFAIT MOBILE QUARTZ AVEC APPELS / SMS ILLIMITES	9	1	9,00
			0.00
			0.00
			0.00
			0.00
			0.00
			0.00
			0.00
			0.00

Frais d'installation	0	Participation terminaux mobiles	0	Total abonnement mensuel HT	144,00
				Dont remise exceptionnelle	0

RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS

Adresse de Facturation
Raison sociale : MAIRIE AUSSAC-VADALLE
N° Siret : 21160024200013
Représentant légal : LIOT GERARD
Adresse : 61 RUE DE LA REPUBLIQUE
CP : 16560 Ville : AUSSAC-VADALLE
Téléphone : 0649306217
Mail : maire@aussac-vadalle.fr

Adresse d'installation ☒ Identique facturation
Raison sociale :
N° Siret :
Représentant légal :
Adresse :
CP : Ville :
Téléphone :
Mail :

BON POUR ACCORD

Le Client déclare avoir pris connaissance et accepté sans réserve les Conditions Générales de Vente jointes au présent Contrat et les conditions tarifaires de Nomotech. Il certifie exacts les renseignements figurants sur le présent Contrat. Conformément à la loi « Informatique et Libertés », le Client dispose d'un droit d'accès, de rectification ou d'opposition auprès de Nomotech des données le concernant utilisées pour la gestion de son compte. Le Client réglera ses factures Nomotech par prélèvement automatique sur son compte. Il joint, à cet effet, une autorisation de prélèvement au bénéfice de la société Nomotech et le MANDAT SEPA correspondant sauf accord particulier de Nomotech.

Durée du contrat : 63 mois. Durée du contrat mobile (si différente) : mois.

(En cas de renouvellement anticipé : la durée du nouveau contrat sera augmentée de la durée restante du contrat précédent lors de la signature. En cas d'annule et remplace, la durée du contrat initial reste inchangée sauf mention contraire. Le client s'engage à résilier le ou les éventuels contrats de financement antérieurs à ce contrat).

POUR NOMOTECH

POUR LE CLIENT

Nom du signataire :
Fonction :
Date :

Nom du signataire : GERARD LIOT
Fonction : maire
Date : 26 septembre 2023 | 16:57 CEST

Cachet, signature et mention « Lu et approuvé » obligatoires	Cachet, signature et mention « Lu et approuvé » obligatoires

Mandat de prélèvement SEPA Bailleur

Référence Unique du Mandat _____

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez tout d'abord le CREANCIER à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte et ensuite votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions du CREANCIER. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Toute demande de remboursement doit être présentée:

- dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
 - sans tarder et au plus tard dans les 13 mois en cas de prélèvement non autorisé.
- Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Nonobstant toute indication contraire, le mandat de prélèvement signé par le débiteur est constitutif d'une autorisation de prélèvement nationale jusqu'au 1er février 2014 sauf à ce que le créancier ait informé le débiteur du traitement du mandat sous la forme SEPA.

INFORMATIONS DEBITEUR

Nom / Prénom / Raison sociale : MAIRIE AUSSAC-VADALLE

Adresse : 61 RUE DE LA REPUBLIQUE

Code postal : 16560 Ville : AUSSAC-VADALLE

E-mail : maire@aussac-vadalle.fr

INFORMATIONS COORDONNEES BANCAIRES

IBAN : _____

BIC-SWIFT : _____

SIREN : 211600242

INFORMATIONS CREANCIER

CADRE RÉSERVÉ - NE PAS COMPLÉTER
Informations sur le créancier

Créancier :

ICS :

Adresse :

INFORMATION TYPE DE PAIEMENT

Paiement récurrent/répétitif ☒

SIGNATURE

Signé par : GERARD LIOT

A : Vadalle Le : 26 septembre 2023 | 16:57 CEST

Le signataire déclare être valablement habilité aux fins d'engager le débiteur au titre du présent mandat.

En signant le présent mandat de prélèvement SEPA, le débiteur autorise le créancier à l'informer, par tout moyen à sa convenance, au moins deux jours avant la date du premier prélèvement. Cette information vaudra « prénotification », par dérogation à la règle de pré-notification des 14 jours. Les informations contenues dans le présent mandat, qui doit être complété, sont destinées à être utilisées par le créancier que pour la gestion de sa relation avec son client. Elles peuvent donner lieu à l'exercice, par ce dernier, de ses droits d'opposition, d'accès et de rectification.



Signature :

Mandat de prélèvement SEPA Créancier

Référence Unique du Mandat _____

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez tout d'abord le CREANCIER à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte et ensuite votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions du CREANCIER. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Toute demande de remboursement doit être présentée:

- dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
 - sans tarder et au plus tard dans les 13 mois en cas de prélèvement non autorisé.
- Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Nonobstant toute indication contraire, le mandat de prélèvement signé par le débiteur est constitutif d'une autorisation de prélèvement nationale jusqu'au 1er février 2014 sauf à ce que le créancier ait informé le débiteur du traitement du mandat sous la forme SEPA.

INFORMATIONS DEBITEUR

Nom / Prénom / Raison sociale : MAIRIE AUSSAC-VADALLE

Adresse : 61 RUE DE LA REPUBLIQUE

Code postal : 16560 Ville : AUSSAC-VADALLE

E-mail : maire@aussac-vadalle.fr

INFORMATIONS COORDONNEES BANCAIRES

IBAN : _____

BIC-SWIFT : _____

SIREN : 211600242

INFORMATIONS CREANCIER

Créancier : Nomotech

ICS : FR64ZZZ595408

Adresse : 53 Avenue de la Pierre Vallée,
50220 Poilley - FRANCE

INFORMATION TYPE DE PAIEMENT

Paiement récurrent/répétitif ☒

SIGNATURE

Signé par : GERARD LIOT

A : Vadalle Le : 26 septembre 2023 | 16:57 CEST

Le signataire déclare être valablement habilité aux fins d'engager le débiteur au titre du présent mandat.

En signant le présent mandat de prélèvement SEPA, le débiteur autorise le créancier à l'informer, par tout moyen à sa convenance, au moins deux jours avant la date du premier prélèvement. Cette information vaudra « prénotification », par dérogation à la règle de pré-notification des 14 jours. Les informations contenues dans le présent mandat, qui doit être complété, sont destinées à être utilisées par le créancier que pour la gestion de sa relation avec son client. Elles peuvent donner lieu à l'exercice, par ce dernier, de ses droits d'opposition, d'accès et de rectification.



Signature :

JOINDRE UN R.I.B

LES FORFAITS DE COMMUNICATION FIXE ET MOBILE

BRONZE	Ligne Fixe + Appels illimités ⁽¹⁾ vers France métropolitaine Fixes ⁽²⁾
GOLD	Ligne Fixe + Appels illimités ⁽¹⁾ vers France métropolitaine Fixes et Mobiles ⁽²⁾
CHROME	Ligne Fixe + Appels illimités ⁽¹⁾ vers France métropolitaine Fixes et Mobiles + destinations fixes et mobiles de la Zone 1 ⁽²⁾
QUARTZ	Ligne Mobile 2G sans terminal mobile + Appels et SMS illimités ⁽¹⁾ depuis France métropolitaine et Zone Eurotarif ⁽³⁾ vers France métropolitaine Fixes et Mobiles ⁽²⁾ , zone Eurotarif Fixes et Mobiles et Andorre/Suisse Fixes et Mobiles
OPALE	Ligne Mobile 4G/5G sans terminal mobile + Appels, SMS et MMS illimités ⁽¹⁾ depuis France métropolitaine et Zone Eurotarif ⁽³⁾ vers France métropolitaine Fixes et Mobiles ⁽²⁾ , zone Eurotarif Fixes et Mobiles et Andorre/Suisse Fixes et Mobiles + Data 10Go ⁽⁴⁾ depuis France métropolitaine + Data 2Go ⁽⁴⁾ depuis zone Eurotarif ⁽³⁾
SAPHIR	Ligne Mobile 4G/5G sans terminal mobile + Appels, SMS et MMS illimités ⁽¹⁾ depuis France métropolitaine et zone Eurotarif ⁽³⁾ vers France métropolitaine Fixes et Mobiles ⁽²⁾ , zone Eurotarif Fixes et Mobiles et Andorre/Suisse Fixes et Mobiles + Data 30Go ⁽⁴⁾ depuis France métropolitaine + Data 5Go ⁽⁴⁾ depuis zone Eurotarif ⁽³⁾
RUBIS	Ligne Mobile 4G/5G sans terminal mobile + Appels, SMS et MMS illimités ⁽¹⁾ depuis France métropolitaine et zone Eurotarif ⁽³⁾ vers France métropolitaine Fixes et Mobiles ⁽²⁾ , zone Eurotarif Fixes et Mobiles et Andorre/Suisse Fixes et Mobiles + Data 50Go ⁽⁴⁾ depuis France métropolitaine + Data 10Go ⁽⁴⁾ depuis zone Eurotarif ⁽³⁾
DIAMANT	Ligne Mobile 4G/5G sans terminal mobile + Appels, SMS et MMS illimités ⁽¹⁾ depuis France métropolitaine et zone Eurotarif ⁽³⁾ vers France métropolitaine Fixes et Mobiles ⁽²⁾ , zone Eurotarif Fixes et Mobiles et Andorre/Suisse Fixes et Mobiles + Data 100Go ⁽⁴⁾ depuis France métropolitaine + Data 20Go ⁽⁴⁾ depuis zone Eurotarif ⁽³⁾

SERVICES CENTREX DE BASE

TELECOM
Liaison Internet voix Attribution de numéro géographique Portabilité des numéros Appels inter-sites
FONCTIONS STANDARDS CENTREX
Interface de gestion Extranet Web Application mobile iOS/Android Softphone/CTI Windows Prédécroché Annuaire téléphonique Double appel Renvoi d'appel Transfert d'appel Mise en garde des appels Masquage / affichage du numéro Interception d'appel Répondeur téléphonique personnalisable Groupement d'appel Journal d'appels Conférence à 3 Poste opérateur (physique ou logiciel) File d'attente Filtrage patron / secrétaire
MATÉRIEL
Poste IP filaire classique ou sans fil Routeur liaison Internet Switch classique (POE, Gigabit)
SUPPORT
Assistance téléphonique / mail Maintenance matériel / services

OPTIONS

Web Fax
 Enregistrement d'appels (entrants / sortants)
 Pont de conférence (jusqu'à 30 participants)
 Poste IP premium
 Borne + combiné DECT Professionnel
 Casque filaire / sans fil pour les postes IP filaires
 Extension de touches pour postes IP filaires
 Conférencier filaire / sans fil

LIAISONS INTERNET DATA

Liaison DSL : technologie de liaison numérique utilisant les hautes fréquences sur le réseau historique de ligne cuivre.

ADSL : liaison DSL asymétrique à débit non garanti.

VDSL : liaison DSL asymétrique à débit non garanti optimisé (l'accès à la VDSL est soumis à éligibilité).

SDSL : liaison DSL symétrique à débit garanti (l'accès à la SDSL et le débit associé sont soumis à éligibilité).

THD RADIO : réseau de boucle locale permettant l'accès au très haut débit dans les zones blanches (jusqu'à 50 Mbps en débit non garanti).

FIBRE MUTUALISEE : liaison asymétrique sur fibre optique à débit non garanti (l'accès à la Fibre Mutualisée est soumis à éligibilité).

FIBRE DEDIEE : liaison asymétrique sur fibre optique à débit garanti (l'accès à la Fibre Dédiee est soumis à éligibilité).

4G : liaison numérique sur réseau mobile 4G à débit non garanti.

Backup 4G : jusqu'à 50Go par mois inclus (facturé 0,05€ / Mo au-delà).

Dans le descriptif de l'offre, le libellé « fibre » ou « fibre optique » désigne par défaut la fibre mutualisée.

(1) Pour un maximum de 199 destinataires différents par mois et par ligne. SMS et MMS illimités vers les lignes de France métropolitaine (hors numéros spéciaux) limités à 10 destinataires différents par SMS et MMS.

(2) Les appels vers les numéros spéciaux et les numéros mobiles correspondant à des services de paiement ne sont pas inclus dans les forfaits. La liste des destinations de la zone 1 est détaillée dans notre grille tarifaire disponible sur notre site internet www.nomotech.com.

(3) Zone Eurotarif : 27 pays de l'Union Européenne, Islande, Liechtenstein, Norvège, Guadeloupe, Guyane française, Martinique, Mayotte et Réunion.

(4) Au-delà du quota de data inclus dans le forfait, la data consommée est facturée au tarif hors forfait sans restriction de débit. La data peut être bloquée sur demande écrite du client.

Retrouvez les tarifs Roaming et internationaux sur notre site internet www.nomotech.com.

**CONDITIONS GENERALES DE VENTE**
MAI 2023

Nomotech est un opérateur de réseau et de services de communications électroniques déclaré auprès de l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes (ARCEP) et du RIPE (Réseau IP Européens) en application de l'article 33-1 du Code des postes et communications électroniques (CPCE).

A ce titre, dans le cadre légal d'utilisation, Nomotech attribue une plage d'adresse IP (Internet Protocol) comprise dans les services fournis.

ARTICLE 1 - DEFINITIONS

Les termes ci-après définis, employés indifféremment au singulier ou au pluriel, auront la signification suivante :

Câblage Interne : Ensemble des infrastructures nécessaires à l'acheminement du Service (génie civil, chemins de câbles, câbles, prises terminales).

Carte SIM : Carte à microprocesseur à intégrer dans un Terminal et/ou Mobile permettant d'utiliser le Service Mobile.

Communications DATA : Transport de données et télécopies au débit GSM, 3G, GPRS/ EDGE et /ou UMTS/HSDPA/LTE.

Communications SMS : Transport de données au format SMS.

Communications MMS : Service de messagerie multimédia permettant d'envoyer des contenus (photo, audio, vidéo).

Roaming : Itinérance GSM à l'étranger.

Cut off : plafond de facturation de roaming.

Eligibilité de la ligne téléphonique : compatibilité technique de la ligne téléphonique.

LAN (Local Area Network) : le réseau local informatique existant sur le Site et sur lequel sont notamment raccordés les Terminals IP.

Client : désigne toute entité ou entreprise inscrite au répertoire SIRENE, personne morale de droit public ou association, située en France métropolitaine, satisfaisant aux conditions d'accès de l'article 3 des présentes conditions, qui conclut un Contrat de Service.

R.I.O (Relevé d'Identité Opérateur) : Identifiant unique attribué à chaque ligne de téléphone fixe ou mobile permettant de faciliter la portabilité des numéros.

Communication Electronique : désigne toute communication électronique émanant ou reçue par le Client à travers le réseau de Nomotech ou les Services, telle que VOIP, message instantané, SMS, e-mail, document, photo, enregistrement sonore ou vidéo, chat, ou toute autre donnée.

Contrat de Services : désigne l'ensemble constitué des (I) Bon de Commande, (II) Autorisation de prélèvement et Mandat SEPA, (III) Description des Services, (IV) Tarifs des Communications, (V) Conditions Générales et (VI) Contrat de Location.

Extranet : désigne l'application accessible depuis le menu « Espace Client » du site web www.nomotech.com, avec les identifiants qui sont fournis au Client au moment de l'installation, dans le cadre du Contrat de Service.

Matériel : désigne l'équipement fourni en location au Client, par Nomotech, dans le cadre du Contrat de Service.

Services : désigne les services fournis au Client (y compris la location du Matériel) par Nomotech, dans le cadre du Contrat de Service.

ARTICLE 2 - OBJET

Les présentes conditions générales ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles Nomotech fournit les Services et le Matériel au Client. Les conditions complémentaires applicables à l'offre MOBILE sont définies dans les conditions spécifiques ci-après.

ARTICLE 3 - CONDITIONS D'ACCES

Le Contrat de Service est réservé au Client, pour ses besoins propres. Il lui est interdit de permettre à des tiers d'accéder aux Services, à titre gratuit ou onéreux. Sont notamment visés par cette interdiction les appels vers des équipements destinés à les détourner ou router vers d'autres réseaux. Toute activité de centre d'appels ou activité similaire, qui serait exercée par le Client, même à titre occasionnel ou accessoire, est exclue du forfait illimité et sera facturée en sus, selon les tarifs applicables.

Le Client déclare et garantit Nomotech qu'il satisfait aux conditions d'éligibilité énoncées au Contrat de Service. Le Contrat est déclaré « accepté » par Nomotech sous réserve d'acceptation des services financiers de Nomotech. Nomotech se réserve le droit de demander un dépôt de garantie équivalent à deux (2) mois d'abonnement TTC, lors de la

signature, par chèque. Il sera restitué à l'échéance du contrat une fois l'ensemble du matériel fourni rendu par le client.

ARTICLE 4 - FOURNITURE DU SERVICE

4.1- Nomotech s'engage à fournir le Service conformément au Bon de Commande et aux objectifs de qualité de niveaux de service.

4.2- Nomotech pourra modifier un Service sans frais supplémentaire pour le Client à la condition que cette modification n'affecte pas substantiellement l'utilisation du Service par le Client.

ARTICLE 5 - DISPOSITIONS FINANCIERES ET CONTREPARTIE A LA FOURNITURE DE SERVICE

En contrepartie de la fourniture du service par la société Nomotech, le Client devra lui payer les redevances et les frais suivants à savoir les frais initiaux, les redevances mensuelles et les frais d'utilisation.

5.1- Les tarifs appliqués par Nomotech sont définis au Contrat de Services et dûment acceptés par le Client lors de sa signature. Nomotech informe le Client par tous moyens de toutes modifications des tarifs dues à une évolution de la législation qui s'impose à Nomotech, avec un délai de préavis d'un (1) mois. Le Client qui n'accepte pas les modifications contractuelles pourra résilier le Contrat de Services dans un délai d'un (1) mois à compter de la notification des modifications contractuelles, cette résiliation sera alors effective la veille de la mise en œuvre desdites modifications contractuelles. Toutefois, le droit de résiliation prévu ci-dessus n'est ouvert au Client que dans la mesure où les modifications contractuelles portent sur des éléments substantiels dudit Contrat de Service et non sur des modifications mineures ou dues à des nouvelles contraintes législatives ou réglementaires ou imposées par des Autorités. De convention expresse, le Client sera considéré comme ayant accepté les modifications s'il continue à utiliser les Services à l'expiration du préavis.

5.2- Le montant de l'abonnement figurant en page 1 du contrat pourra faire l'objet d'une remise exceptionnelle. Cette remise ne s'appliquera que pour la première période contractuelle. Ainsi à l'échéance de cette dernière, en cas de tacite reconduction, le nouvel abonnement sera déterminé sur la base du tarif non remis.

5.3- Les Services sont facturés au Client mensuellement terme à échoir. Les frais d'installation sont facturés sur la première facture. Chaque facture est payable en euros. Le règlement s'effectue comptant par prélèvement automatique, le 1er du mois. Le Client s'acquiesce du paiement de tous droits et taxes liés à l'exécution du Contrat de Services (y compris la TVA), au taux applicable. Dans le cadre des orientations définies par les pouvoirs publics au titre du développement durable, le Client autorise expressément Nomotech à lui délivrer chaque mois une facture sous format électronique. Cette facture ainsi que le détail des consommations est disponible sur l'Extranet. Une facture sur support papier peut être envoyée au Client s'il en fait la demande écrite au Service Client. Les frais d'utilisation et les frais additionnels devront être payés de façon mensuelle à terme échu suivant l'utilisation des Services durant le mois calendaire écoulé.

5.4- Contestation de factures: En cas de contestation de facture, le Client ne pourra suspendre les paiements qu'après un avis légitime et motivé, adressé en recommandé avec avis de réception à Nomotech en respectant un délai de 8 jours à compter du fait générateur de la contestation, prouvé par ouverture d'un ticket d'incident. Par ailleurs, le Client ne pourra valablement contester de cette manière que les sommes correspondantes aux services défaillants. Si la contestation de facture ne s'avère pas légitime et/ou dûment motivée, le Client restera redevable des sommes dues dans leur intégralité, sans préjudice des intérêts de retard.

5.5- En cas de retard de paiement, et en l'absence de réclamation portant sur la facture, le Client sera redevable de plein droit, en application de la loi n° 2008-776 du 4 Août 2008, d'un intérêt de retard à hauteur du taux de l'intérêt applicable par la Banque Centrale Européenne (BCE) pour ses opérations de refinancement les plus récentes, majoré de dix (10) points à partir de la date d'échéance, et ce jusqu'à complet paiement des sommes dues. A défaut de paiement, Nomotech peut adresser au Client une mise en demeure de payer intégrant un délai de quinze (15) jours dans lequel le Service pourra être résilié définitivement de plein droit, sans formalités judiciaires, si aucune réponse n'est reçue du Client. Par ailleurs, en application du décret n° 2012-1115 du 2 Octobre 2012, une indemnité forfaitaire pour

frais de recouvrement de 20 euros sera facturée. Les pénalités ne seront toutefois pas appliquées en cas de contestation de bonne foi de l'une ou l'autre des Parties du montant facturé et à condition que la Partie contestant la facture: a) paie tous ses montants facturés et non contestés à leur échéance; b) adresse par écrit à l'autre Partie sa contestation sur le montant facturé avant sa date d'éligibilité; c) coopère avec l'autre Partie afin de résoudre rapidement la contestation; d) s'engage à payer le montant convenu sur lequel les Parties se sont mises d'accord, à sa nouvelle date d'échéance, c'est-à-dire dans les huit (8) jours à compter de la résolution de la contestation. Selon la décision n° 02-549 de l'ARCEP, Nomotech est en droit de refuser une demande de portabilité sortante du Client et donc de lui communiquer les R.I.O des lignes concernées si celui-ci se trouve en situation d'impayé au moment de la demande. Par ailleurs, Nomotech se réserve le droit, quinze (15) jours après l'envoi de la mise en demeure de payer, sous quelque forme que ce soit, restée partiellement ou totalement sans effet, de suspendre les Services jusqu'au paiement intégral des sommes dues et, le cas échéant, de résilier de plein droit, avec effet immédiat, le Contrat de Services en cours. Tout rejet de prélèvement non justifié (cf. Article «Contestation de facture ») entrainera une facturation de 50€ HT par rejet. De plus, l'absence de règlement par le Client d'une facture arrivée à échéance permettra à Nomotech d'exiger le paiement de toutes les autres factures y compris celles dont l'échéance n'est pas dépassée. Nomotech se réserve le droit de suspendre les services sans préavis en cas de deux impayés successifs.

ARTICLE 6 - ENTREE EN VIGUEUR - DUREE - DEMENAGEMENT

6.1- Le Contrat de Services entre en vigueur à compter de la signature par la dernière des deux parties du procès-verbal de livraison ou la réception de l'email de notification du dernier produit installé, pour la durée définie au Bon de Commande. Ainsi, la durée initiale du Contrat de Services débute une fois l'installation de tous les produits figurant sur le Bon de Commande, matérialisée par un email de fin d'installation, constatant ainsi la date anniversaire du Contrat. Le Contrat de Services est renouvelable par tacite reconduction par périodes identiques à la durée du contrat, sauf dénonciation préalable adressée par lettre recommandée avec avis de réception et reçue dans un délai minimum de douze (12) mois précédant la date d'échéance du Contrat de Services. En cas de résiliation à l'initiative du client, le client s'engage à réaliser la portabilité de tous ses numéros, ou la reprise de toutes les lignes (analogiques RTC, numériques RNIS ou IP), au plus tard le dernier jour du mois du terme du contrat de services, à défaut le contrat sera reconduit d'une période identique à la durée du contrat.

- En cas de déménagement, le Client s'engage à prévenir Nomotech au moins soixante (60) jours avant la date prévue par lettre recommandée avec accusé de réception. Les frais de mutation administratifs s'élèvent à 350€HT par site et les frais éventuels de commande de ligne à 250€ par site. En l'absence d'information par le Client à ce titre, Nomotech se réserve le droit de résilier de plein droit, avec effet immédiat, le Contrat de Services en cours. Toutes les sommes dues au titre du Contrat de Services deviendront alors immédiatement exigibles et le Client s'engage à les régler sans délai. Le client s'engage à mettre ses nouveaux locaux aux normes permettant l'acheminement des services de Nomotech à ses frais. Toute intervention de Nomotech à ce titre sera facturée au prix des frais d'installation en vigueur à la date du déménagement et ce par site installé. Au cas où il serait impossible de mettre les nouveaux locaux aux normes permettant l'acheminement des services de Nomotech (notamment impossibilité de raccorder les nouveaux locaux à une liaison de type ADSL ou SDSL), Nomotech se réserve le droit de résilier le contrat avec effet immédiat et exigera une indemnité égale à douze (12) mois d'abonnement TTC payable immédiatement.

ARTICLE 7 - PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Nomotech, en sa qualité de responsable de traitement, est amené à traiter des données personnelles pour les finalités suivantes :

- Pour vous fournir les informations, les produits ou les Services que demandés par le client ;
- Pour la gestion des activités commerciales de Nomotech (par exemple, système de gestion des relations avec nos clients, service clientèle et assistance technique) ;

- Pour adresser des mails de communication commerciale ;
- Pour exécuter et faire exécuter des contrats ;
- Pour les transactions et réorganisations internes de Nomotech ;
La base légale de ces traitements est l'exécution contractuelle ou l'exécution de mesures précontractuelles prises à la demande du client. Concernant les mails de communication commerciale, la base juridique est l'intérêt légitime de Nomotech à fidéliser et communiquer auprès de ses clients professionnels. Vos données sont traitées par les services de Nomotech, pour la durée de la relation contractuelle et pour une période de 5 ans après la fin de la période contractuelle. La durée de conservation varie selon les données. Nomotech peut recourir à des sous-traitants pour proposer ses produits et services. A cette fin, Nomotech met en place des garanties appropriées afin de veiller au respect de la protection des données personnelles. Sans la communication de certaines données, nous ne pourrions exécuter le contrat. L'exigence de fourniture des données à un caractère contractuel et peut conditionner la conclusion d'un contrat. Conformément à la réglementation, le Client bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité et d'effacement de ses données ainsi que d'un droit d'opposition et d'un droit à la limitation du traitement des données le concernant. Le Client dispose également de la faculté de donner des instructions sur le sort de ses données après son décès et de retirer son consentement à tout moment lorsqu'un traitement est effectué sur un tel fondement.

Pour toute question sur le traitement de vos données à caractère personnel, vous pouvez consulter notre Politique de protection des données depuis le menu « Protection des données » situé dans le pied de page du site web www.nomotech.com ou contacter notre DPO à l'adresse rgpd@nomotech.com.

ARTICLE 8 - ENGAGEMENTS DU CLIENT

Sur la base des caractéristiques des offres de Nomotech, le Client détermine librement les Services sur lesquels il porte son choix et assume l'entière responsabilité de ce choix. Le Client s'engage à fournir à Nomotech l'ensemble des éléments techniques et contractuels nécessaires à la conclusion et à l'exécution du Contrat de Services. Pour faciliter le Service apporté au Client, ce dernier désigne une personne comme étant l'interlocuteur principal de Nomotech.

En cas de difficulté ou dysfonctionnement affectant les Matériels ou Services, le Client s'engage à avertir immédiatement Nomotech, par courrier électronique à sc@nomotech.com ou par téléphone au 01 77 37 37 37 du lundi au vendredi de 9h à 18h et le samedi de 9h à 17h. A compter de la livraison, le Client est seul responsable des dommages causés aux Matériels, notamment en cas de perte, vol ou détérioration non inhérente aux Matériels. Le Client prend les assurances nécessaires pour faire face aux risques. Il appartient au Client de s'assurer qu'il dispose de la compétence nécessaire pour l'utilisation des Services et que ses structures propres, notamment son personnel, ont acquis la formation nécessaire et sont susceptibles d'utiliser, avec toute l'efficacité requise, les Services. L'Extranet étant une application standard conçue pour satisfaire le plus grand nombre de clients, Nomotech ne peut garantir son adaptation aux besoins spécifiques du Client. Le Client s'interdit toute utilisation frauduleuse, abusive ou excessive des Services et notamment l'encombrement du réseau ou des serveurs de messagerie par du publipostage sauvage ou massif. Le Client est seul responsable des dommages directs ou indirects, matériels ou immatériels, causés par lui-même à Nomotech du fait de l'utilisation des Matériels et Services. Le Client garantit Nomotech et il l'indemnise de toutes les conséquences d'une réclamation ou action d'un tiers à ce titre. En particulier, le Client est seul responsable, et il garantit Nomotech, des Communications Electroniques. Nomotech peut, sans y être obligée, examiner et/ou bloquer les Communications Electroniques ou le login du Client afin de maintenir la sécurité des Services ou en cas de manquement de la part du Client à ses obligations légales, en application de la loi du n° 2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique, sans préjudice des stipulations relatives à la résiliation. Nomotech peut mettre à disposition de son client un service d'enregistrement des appels entrants et sortants. Nomotech ne pourrait être tenu responsable de tout défaut d'information. Le Client devra faire son affaire de ses obligations

vis-à-vis de la CNIL et aviser aussi bien et aviser aussi bien ses salariés que ses correspondants qu'ils peuvent faire l'objet d'un enregistrement de leurs conversations. Ces enregistrements ne seront accessibles que par le Client et seront supprimés sur les serveurs de Nomotech trente (30) jours après la date d'enregistrement. Le Client fera son affaire de la résiliation des abonnements et services associés auprès du ou des fournisseurs assurant précédemment à Nomotech les services équivalents. En effet, Nomotech ne peut se substituer aux engagements contractuels du Client et ne saurait être tenu responsable des sommes restant dues aux anciens fournisseurs du Client.

ARTICLE 9 - ENGAGEMENTS ET RESPONSABILITES DE Nomotech

9.1- Nomotech met en œuvre les moyens nécessaires pour assurer en permanence la continuité des Services.

9.2- Nomotech s'engage à rétablir les Services, en cas de défaillance de sa plate-forme, dans un temps de rétablissement de quatre (4) heures ouvrées à compter de l'enregistrement de la demande du Client, formulée par courrier électronique ou par téléphone. En cas de non-respect de ce délai, Nomotech réduira de 50% le montant de l'abonnement forfaitaire du mois suivant, à titre d'indemnité compensatoire, forfaitaire et définitive. Nomotech ne peut accepter aucune réclamation relative à l'inexécution ou la mauvaise exécution des Services imputable au Client (ex : défaillance du réseau informatique du Client, dommages causés au Matériel, etc.), au fait imprévisible et insurmontable d'un tiers étranger à la fourniture des Services, à un cas fortuit ou à un cas de force majeure. Toute intervention ou déplacement non lié à une défaillance de la plateforme de Nomotech sera facturé 195€ HT. Toute intervention d'un tiers mandaté par Nomotech dans le cadre d'un dysfonctionnement nécessitant la présence du client sera facturé 195€ HT en cas d'absence de ce dernier. Lors d'une opération de SAV ou de matériel, le Client devra utiliser le bon de retour mis à disposition par Nomotech. En cas de non-restitution du matériel dans les quinze (15) jours, une indemnité de cent cinquante (150) euros HT minimum sera facturée par Nomotech selon la valeur du matériel. En application des dispositions de l'article 1151 du Code Civil, Nomotech n'est pas responsable des dommages indirects (prévisibles ou imprévisibles), tels que, le cas échéant, la perte, l'altération ou l'accès frauduleux à des données, la transmission accidentelle de virus ou de tout autre élément nuisible, la perte de profits ou l'opportunité, le coût de biens et services de remplacement ou l'attitude et le comportement d'un tiers. En cas de coupure totale des Services de téléphonie (hors cas de défaillance de la plate-forme Nomotech tel que prévu ci-dessus), le Client devra informer sans délai Nomotech par email ou par téléphone.

Nomotech aura alors vingt-quatre (24) heures pour apporter une réponse au Client par tout moyen et s'engage sous les quinze (15) jours suivants l'email du Client à remédier aux dysfonctionnements ayant entraîné la coupure totale des Services de téléphonie. Si au-delà de ce délai de quinze (15) jours, les dysfonctionnements persistent (coupure totale), le Client aura la possibilité de résilier le Contrat de Services par lettre recommandée avec accusé de réception avec effet à la date de réception du courrier sauf si les dysfonctionnements ne sont pas imputables à Nomotech mais à un opérateur tiers notamment l'opérateur détenteur de la ligne de support ou du dégroupage.

9.3- En tout état de cause, la responsabilité contractuelle de Nomotech au titre des dommages directs est limitée au montant des sommes perçues par Nomotech au titre de l'abonnement forfaitaire du Contrat de Services, dans la limite de six (6) mois précédant la survenance du fait générateur. Nomotech utilise les moyens technologiques et les dispositifs de sécurité ainsi que des règles strictes (a) aux fins de protéger les Services contre la perte, l'usage abusif et la modification et (b) aux fins de protéger le caractère privé des informations identifiables contre tout accès non autorisé ou toute utilisation non conforme.

Toutefois, le Client reconnaît que Nomotech ne peut garantir la protection des Services contre les tiers ou contre tout agissement au-delà d'un contrôle adéquat exercé conformément aux règles de l'art. Le Client reconnaît qu'il lui appartient de prendre toutes les mesures appropriées (ex : copies de sauvegarde) pour protéger et conserver ses données, documents et programmes stockés dans ses équipements. Les événements de toute nature échappant à la volonté de Nomotech, irrésistibles et

imprévisibles ayant pour conséquence de retarder ou d'empêcher l'exécution du Contrat de Services constituent, de convention expresse, une cause de suspension et/ou d'extinction des obligations de Nomotech aux termes du Contrat de Services, sans indemnité. Si le cas de force majeure persiste au-delà d'une durée de soixante (60) jours, le Contrat de Services peut être résilié de plein droit, sans formalité judiciaire, par l'une ou l'autre des parties, sans indemnité.

ARTICLE 10 - INSTALLATION DU MATERIEL ET MISE EN PLACE DES SERVICES

Lors de l'installation du Matériel et de la mise en place des Services, le Client doit signer conjointement avec Nomotech le procès-verbal de mise en service ou formuler ses observations par écrit en une seule fois. A défaut d'observations ou de signature dans le délai de deux (2) jours ouvrés, la livraison est réputée acquise. En cas de contestation après le déroulement de l'installation et de la mise en place entraînant le refus du Client de signer le procès-verbal de mise en service, il appartiendra au Client de rapporter la preuve d'une non-conformité. En tout état de cause, l'usage effectif de tout ou partie des Services pendant une période de plus de dix (10) jours calendaires vaut acceptation. En cas de résiliation de la part du client avant la mise en place du contrat, Nomotech se réserve le droit de réclamer six (6) mois de loyer.

ARTICLE 11 - RACHAT

Nomotech, sous réserve d'acceptation du contrat, pourra participer aux frais de résiliation du précédent contrat du Client (selon justificatifs). Cette participation sera matérialisée par la signature d'une attestation de rachat signée par les deux parties sur laquelle figurera le montant maximum pris en charge et le mode de remboursement. Cette attestation devra être signée par une personne habilitée de la direction de Nomotech, sous peine de nullité et d'opposabilité vis-à-vis des tiers. Sans attestation de rachat valide, le Client fera son affaire de ses relations avec son ancien opérateur sans pouvoir réclamer à Nomotech la moindre prise en charge.

ARTICLE 12 - PROPRIETE INTELLECTUELLE

Nomotech est propriétaire ou cessionnaire des biens, droits, titres et intérêts afférents aux Services, y compris les droits de propriété intellectuelle. Nomotech se réserve tous les droits qui n'ont pas été expressément accordés au Client aux présentes. L'accès et l'utilisation des Services ne confèrent aucun droit de propriété au Client sur les Services, ou leur dénomination ou encore leurs éléments sous forme de texte, dessin, graphique, photographie, image, icône, son, vidéo, programme d'ordinateur, base de données. Il est interdit au Client de reproduire, fixer, diffuser, représenter, communiquer, modifier, traduire, adapter, publier ou exploiter les Services ou leurs éléments ci-dessus, sans autorisation préalable écrite de Nomotech. Le Client s'interdit formellement de reproduire, de façon permanente ou provisoire, l'Extranet, en tout ou partie, par tout moyen et sous toute forme, y compris à l'occasion du chargement, de l'affichage, de l'exécution, nécessaires à son utilisation. Le Client s'interdit de, et s'engage à interdire à tout tiers de décompiler, désassembler l'Extranet, pratiquer l'ingénierie inverse ou de tenter de pratiquer découvrir ou reconstituer le code source, les idées qui en sont à la base, les algorithmes, les formats des fichiers ou les interfaces de programmation ou d'interopérabilité de quelque manière que ce soit, sauf à des fins d'interopérabilité et ce dans les conditions prévues par l'article L. 122-6-IV du Code de la propriété intellectuelle. Dans ce cas, le client devra, au préalable, informer Nomotech qui disposera alors d'un délai de trente (30) jours calendaires pour lui remettre les interfaces ou les informations nécessaires à l'interopérabilité, ou pour lui indiquer les moyens de se procurer ces informations. Le Client devra s'abstenir de tout acte de décompilation pendant ce délai ; ou supprimer l'identification du produit, la mention des droits d'auteur, marque ou toute autre mention de propriété apparaissant sur l'Extranet ou sur les écrans ou la documentation ; ou fournir, louer, prêter, utiliser en temps partagé ou service bureau ou ASP, effectuer toute autre utilisation ou permettre à d'autres personnes d'utiliser l'Extranet au bénéfice de tiers ; ou modifier, corriger, traduire, adapter, arranger, intégrer ou associer avec d'autres logiciels ou créer des œuvres dérivées à l'aide d'éléments de l'Extranet. Le Client accorde à Nomotech une licence gratuite, non exclusive, non cessible du contenu des Communications Electroniques dans le but de permettre à Nomotech de fournir les

Services conformément aux présentes Conditions Générales. Dans le cas de la signature électronique du Contrat de service, le locataire reconnaît la valeur juridique et la force probante de tous les documents établis, signé et reçus par l'intermédiaire de la plate-forme de signature du Loueur ainsi que des enregistrements effectués et conservés par celle-ci. Les parties s'engagent, par la présente convention de preuve, à accepter d'une part qu'en cas de litige les éléments d'identification, fichiers de preuve et signatures électroniques soient admissibles devant les tribunaux et fassent preuve des faits, données consentements et signatures qu'ils contiennent ; d'autre part que les horodatages soient admissibles devant les tribunaux et fassent preuve des données et des faits qu'ils recèlent.

ARTICLE 13 - SUSPENSION DU SERVICE

En cas de non-respect de l'une de ses obligations par le Client, et en particulier, si une quelconque facture de Nomotech reste totalement ou partiellement impayée à l'échéance indiquée sur celle-ci, Nomotech adressera au Client par lettre recommandée avec accusé de réception, une mise en demeure de remédier à cette défaillance. Si cette mise en demeure reste sans effet à l'expiration d'un délai de huit (8) jours suivant la réception de celle-ci, Nomotech pourra, si bon lui semble, suspendre de plein droit et sans autre formalité le ou les Services, objet du contrat. La suspension du service n'entraînera pas la suspension des paiements et les facturations dus au titre du contrat. La suspension et le rétablissement du Service entraîneront des frais qui seront mis à la charge du Client. A défaut pour le Client de remédier à sa défaillance dans un délai de dix (10) jours à compter de la suspension du service, Nomotech pourra résilier le contrat de plein droit et avec effet immédiat aux torts du Client qui en supportera toutes les conséquences et notamment le paiement des frais de résiliation anticipée. Le Client déclare expressément accepter les conséquences de l'application du présent article, en particulier en termes de continuité de son Service et ne pourra en aucun cas se retourner contre Nomotech pour quelque dommage que ce soit qu'il subirait du fait de cette application.

ARTICLE 14 - RESILIATION

Pour les sociétés de moins de cinq (5) salariés, le délai de rétractation est de quatorze (14) jours après la signature du contrat. Au-delà de ce délai, le contrat sera considéré comme effectif. Hors le cas de résiliation énoncé à l'article 5 ci-dessus, en cas de manquement contractuel de l'une ou l'autre des Parties, l'autre Partie pourra notifier à la Partie défaillante une mise en demeure exigeant qu'elle remédie à la situation en question, si une telle solution est possible dans un délai de trois (3) mois à compter de la date de réception de la lettre recommandée. S'il n'est pas remédié à la situation dans le délai imparti, la Partie non défaillante pourra mettre fin au contrat par lettre recommandée avec accusé de réception, de plein droit et sans autre formalité. La date d'effet de la résiliation sera celle du jour de la réception de la lettre recommandée par l'autre Partie. Le fait pour la Partie non défaillante de ne pas mettre en œuvre son droit de prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une obligation contractuelle par l'autre partie ne saurait être considéré comme une renonciation à l'exercice ultérieur de ce droit. En cas de résiliation pour impayés ou usages abusifs des services à l'initiative de Nomotech, le client sera redevable d'une indemnité de résiliation correspondant à 90% du montant global des redevances restant à courir jusqu'au terme du contrat. Résiliation anticipée à la demande du Client Si le client décide d'interrompre son contrat avant l'échéance pour quelques raisons que ce soit non imputable à Nomotech, il sera redevable d'une indemnité de résiliation correspondant à 90% du montant global des abonnements non remisés restant à courir jusqu'au terme du contrat. En effet, le présent contrat tant par sa durée que par le matériel ou les logiciels entretenus a été à l'origine du recrutement par Nomotech de personnel hautement qualifié et du maintien en stock de matériels afin de faire face à ses obligations contractuelles pendant toute la durée du contrat. Les Parties reconnaissent que cette clause ne saurait s'analyser en une clause pénale telle que définie à l'article 1152 du Code Civil mais constitue une faculté offerte au seul Client de mettre fin de manière anticipée à ses engagements contractuels à l'égard de la société Nomotech.

ARTICLE 15 - CESSION

Le Client ne pourra céder ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations au titre du Contrat de Services sans l'accord préalable et écrit de Nomotech. Le Contrat de Services est librement cessible par Nomotech. En cas de refus par Nomotech de la cession, le contrat sera résilié de plein droit aux torts exclusifs du contractant dans les conditions de l'article 11. En tout état de cause, la société Nomotech se réserve le droit de céder le contrat de fourniture du matériel à un tiers. A ce titre, le Client s'engage à donner son accord à tout contrat engageant un prestataire autre que la société Nomotech et visant exclusivement la fourniture du matériel nécessaire à l'accès et l'utilisation des services de la société Nomotech. Dans l'hypothèse où le contrat de fourniture de matériel ne serait cédé à un tiers, les Matériels restent la propriété de Nomotech et sont restitués par le Client, à ses frais (ex : coûts de transport), à l'expiration du Contrat de Services, quel qu'en soit le motif. En cas de non-restitution du matériel dans les quinze (15) jours suivant la résiliation effective du contrat, une indemnité de cinq cents (500) euros HT sera facturée par Nomotech. En cas de non-restitution du matériel dans les quinze (15) jours suivant la résiliation effective du Contrat de Services, une indemnité de cinq cents (500) euros HT sera facturée par Nomotech si la résiliation intervient au terme de la durée du Contrat. En cas de résiliation anticipée du Contrat de Services, le montant de cette indemnité sera défini en fonction de la valeur résiduelle du matériel.

ARTICLE 16 - CLAUSES FINALES-COMPETENCE ET JURIDICTION

Si l'une quelconque des stipulations du Contrat de Services est tenue pour nulle ou sans objet, elle sera réputée non écrite et n'entraînera pas la nullité des autres dispositions, pour autant qu'elle exprime toujours l'intention d'origine des parties. Elle sera alors, le cas échéant, remplacée par toute stipulation équivalente valable. Tout droit et toute obligation qui, soit expressément, soit par leur nature, doivent continuer à être en vigueur après l'expiration ou la résiliation du Contrat de Services, survivra et restera en vigueur. Le Contrat de Services exprime l'intégralité de l'accord entre les parties eu égard à son objet, et annule et remplace toutes déclarations, négociations, engagements, communications et accords, oraux ou écrits, préalables entre les parties, relatifs aux dispositions auxquelles il s'applique ou qu'il prévoit, ainsi que toutes conditions générales ou autres documents (bons de commande, lettres ...) du Client adressés à Nomotech. Le Contrat de Services conclu avec le Client peut servir de référence à Nomotech. Le Contrat de Services est régi et interprété par et conformément au droit français. En cas de litige, de compétence expresse est attribuée au TRIBUNAL DE COMMERCE DE PARIS nonobstant pluralité défendeurs ou appel en garantie, même pour les procédures d'urgence ou les procédures conservatoires, en référé ou par requête.

CONDITIONS SPECIFIQUES DE L'OFFRE MOBILE DE Nomotech

Les présentes conditions spécifiques ont pour objet de définir les conditions complémentaires et additionnelles, applicables à l'offre spécifique Mobile (ci-après « le Service »). Les dispositions des conditions générales non contradictoires avec les présentes conditions spécifiques demeurent pleinement applicables au Service.

ARTICLE 1 - DUREE RENOUVELLEMENT

La durée d'engagement de l'Offre Mobile est différente de la durée d'engagement du Contrat si en page 1 du présent Contrat, une « Durée du Contrat Mobile » est indiquée, celle-ci s'applique sur les services facturés dans le cadre de l'Offre Mobile. Si aucune « Durée du Contrat Mobile » n'est indiquée, la durée d'engagement de l'Offre Mobile est identique à la « Durée du Contrat » définie en page 1 du présent Contrat. En cas de durée d'engagement différenciée sur l'Offre Mobile, le Contrat sur l'Offre Mobile est renouvelable par tacite reconduction par périodes identiques à la durée du contrat, sauf dénonciation préalable adressée par lettre recommandée avec avis de réception et reçue dans un délai minimum de douze (12) mois précédant la date d'échéance de l'engagement sur l'Offre Mobile.

ARTICLE 2 - CONDITIONS D'ACCES

L'Offre Mobile est réservée à une utilisation de téléphones mobiles individuels, à l'exclusion de tout

boîtier de raccordement radio, hérisson, Sim box, etc. Lors de la conclusion du Contrat de Services, le Client peut demander la portabilité des numéros mobiles, sous réserve du respect des critères d'éligibilité, et aux conditions tarifaires applicables.

ARTICLE 3 - DESCRIPTION DU SERVICE

L'Offre Mobile comprend la fourniture d'un service de radiotéléphonie mobile sur le réseau mobile exploité par un des fournisseurs au choix de Nomotech dans la zone de couverture exploitée par ce fournisseur et la location des mobiles. Dans le cas où un terminal mobile est fourni, celui-ci est garanti douze (12) mois par le constructeur, au-delà de cette période, le SAV sera soumis à un devis proposé au Client. Aucune réparation ne sera prise en charge sans l'accord expresse du Client.

ARTICLE 4 - MISE EN PLACE DU SERVICE

Par dérogation à l'article 10 des Conditions Générales de l'offre Télécom, l'activation des cartes SIM pourra nécessiter un délai supplémentaire de un (1) à quatre (4) jours ouvrés à compter de la mise en place de l'Offre Mobile constatée dans la procès-verbal de mise en service, sauf dans les cas de portage de numéros qui sont régis par l'art.44 du CPCE.

Par mesure de sécurité, les accès en roaming ne sont pas disponibles lors de la mise en service des lignes mobiles et sont ouverts sur simple demande auprès des services Nomotech par le représentant légal du Client. Nomotech ne saurait être tenu responsable de leurs indisponibilités.

ARTICLE 5 - PROPRIETE ET RESPONSABILITE

La carte SIM demeure la propriété de Nomotech. Elle est réservée à une utilisation dans les terminaux agréés par Nomotech. Le Client est responsable de son utilisation et de sa conservation, à ses propres risques. Le Client s'engage à déclarer immédiatement la perte, le vol ou l'utilisation frauduleuse de la carte SIM en contactant le Service Client de Nomotech par appel téléphonique ou par courrier électronique. La suspension de la ligne est effective dans les deux (2) heures suivant la déclaration du Client pendant les jours et heures d'ouverture du Service Client. Le Client enverra une confirmation écrite, par courrier électronique, sous 48h. Nomotech fournira une nouvelle carte SIM au Client, donnant lieu à facturation aux tarifs applicables. Le Contrat de Services n'est pas suspendu ni résilié. La sauvegarde des données sur les terminaux et les cartes SIM est de la responsabilité de l'utilisateur, Nomotech ne peut être tenu pour responsable des pertes de données. En complément de l'article 9 des conditions générales de l'offre Télécom, le Client reconnaît expressément que le Service peut être perturbé, sans que Nomotech engage sa responsabilité, dans les cas suivants : opérations de maintenance ou d'extension du réseau du fournisseur par le fournisseur ou un de ses prestataires ; aléas atmosphériques affectant le réseau du fournisseur.



Entre la société **Nomotech SAS** au capital **10 371 610 €** dont le siège social est à **53 avenue de la Pierre Vallée, ZA de l'Estuaire, 50220 Poilley**, immatriculée au **RCS de Coutances** sous le N° **393 819 636** représentée par **Jean-Philippe MELET** en qualité de **Président** et ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes, ci-après désigné « le Bailleur » ;

Et Raison sociale : **MAIRIE AUSSAC-VADALLE**
Capital : _____ N° SIRET : **21160024200013**
Adresse : **61 RUE DE LA REPUBLIQUE** Code postal : **16560** Ville : **AUSSAC-VADALLE**
Représentant légal : **GERARD LIOT** Fonction : **maire**
Téléphone : **0649306217** E-mail : **maire@aussac-vadalle.fr**
ci-après désigné « le Locataire » ;

Il a été convenu ce qui suit :

CONDITIONS PARTICULIÈRES

I. Equipement : Le Locataire s'engage à prendre en location l'Equipement détaillé ci-dessous et/ou en annexe du présent contrat. Le Locataire reconnaît qu'il a choisi seul et sous son entière responsabilité l'Equipement, objet du Contrat en fonction de ses besoins propres ainsi que le Fournisseur de l'Equipement.

Libellé	PU HT	Quantité	Total HT

Frais d'installation		Total mensuel HT	
----------------------	--	------------------	--

Adresse de facturation : ☐ Identique raison sociale Adresse d'installation de l'Equipement : ☐ Identique facturation
Adresse : _____ Adresse : _____
CP : _____ Ville : _____ CP : _____ Ville : _____

II. Location – Conditions financières

Durée Initiale de la location : **63** Mois Périodicité : Mensuelle
Mode de règlement : Par prélèvement Automatique / Tous les mois / Terme à échoir
Loyers : Le premier loyer est exigible le jour de la prise d'effet de la location conformément à l'article 5 des conditions générales du contrat. Les loyers sont majorés des droits et taxes en vigueur qui sont, de convention expresse, à la charge du Locataire. Toute modification légale de ces taxes s'applique de plein droit et sans avis.

III. LOI APPLICABLE / ATTRIBUTION DE COMPETENCE : Loi Applicable : Le présent Contrat est exclusivement soumis au droit français. Règlement des Litiges : TOUS DIFFERENDS ENTRE LES PARTIES RELATIFS A L'EXISTENCE, LA VALIDITE, L'INTERPRETATION, L'EXECUTION ET LA RESILIATION DU PRESENT CONTRAT DE LOCATION (OU DE L'UNE QUELCONQUE DE SES CLAUSES), SERONT DE LA COMPETENCE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE PARIS.

IV. Informatique et Liberté : voir article 15 des conditions générales

Le Locataire déclare avoir pris connaissance et accepter les conditions générales du contrat de location.

Fait à Paris en triple exemplaire, le

Le Bailleur (signature et cachet commercial)	Le Locataire (signature et cachet commercial)	Le Cessionnaire (signature et cachet commercial)
		

**CONTRAT DE LOCATION**
NOVEMBRE 2020**Préambule :**

Pour les besoins de son activité professionnelle, le Locataire a choisi en toute liberté et sans aucune immixtion du Bailleur dans ses initiatives et décisions, l'Equipelement décrit aux conditions particulières et son fournisseur.

L'équipement peut se composer indifféremment de matériels, d'exemplaires de logiciels ou encore de matériels et d'exemplaires de logiciels. Les dispositions du présent contrat spécifiques à ces matériels et exemplaires de logiciels trouveront en conséquence à s'appliquer le cas échéant.

Mandat : le locataire en qualité de mandataire du bailleur prend notamment livraison de l'équipement, agit en justice dans les conditions décrites ci-après, effectue les formalités nécessaires et en règle toutes les sommes afférentes.

Gardien détenteur responsable : le locataire en cette qualité, effectue à ses frais toute prestation nécessaire à l'exécution de ses engagements, au bon fonctionnement de l'équipement et son éventuelle mise en conformité, que ces obligations lui incombent ou au bailleur. A ce titre, le locataire ne peut prétendre à aucune remise, prorogation ou diminution de loyer, ni à résiliation ou à dommages et intérêts de la part du bailleur en cas de défaut de rendement ou d'insuffisance technique de l'équipement, ainsi qu'en cas de non-utilisation de l'équipement. Si pour cela, le locataire décide ou doit conclure un ou plusieurs contrats, il devra s'assurer que leurs conditions de conclusion et d'exécution ne créent pas de risque supplémentaire ou ne sont pas susceptibles d'occasionner un préjudice au bailleur. A défaut, le locataire fera son affaire d'obtenir le dédommagement de son propre cocontractant, et dédommagera le bailleur pour la perte subie, par le paiement de l'indemnité fixée à l'article traitant de la résiliation.

ARTICLE 1 - OBJET

Le présent Contrat de Location (ci-après le Contrat) a pour objet la location d'équipements pouvant inclure des logiciels intégrés (ci-après dénommés « l'Equipelement ») et dont la désignation figure aux Conditions particulières et/ou aux annexes éventuelles. Le Locataire certifie l'exactitude de tous les renseignements fournis au Bailleur au cours des négociations du présent contrat et de sa mise en place. A la demande du Locataire, le Bailleur acquiert l'Equipelement susmentionné dans les conditions techniques et de prix déterminées par le Locataire et le met à sa disposition dans les conditions du présent contrat. Par la même, le Bailleur a accompli son obligation.

Les présentes Conditions Générales et les Conditions Particulières y afférent et leurs annexes constituent l'intégralité de l'accord des Parties quant à l'objet du Contrat. Elles annulent et remplacent tous accords antérieurs, écrits et verbaux, relatifs à l'objet du Contrat. Le Locataire reconnaît expressément que le Bailleur a conclu le Contrat en considération de sa personne et ses caractéristiques telles que portées à la connaissance de ce dernier. Pour l'exécution du présent contrat, les Parties font élection de domicile au siège de leur société.

ARTICLE 2 - CHOIX DE L'EQUIPEMENT - GARANTIE - RECOURS

2.1. Le Locataire reconnaît avoir choisi librement l'Equipelement objet du Contrat, ainsi que son fournisseur, et avoir arrêté sous sa seule responsabilité avec celui-ci, toutes spécifications techniques, garanties conventionnelles et conditions de la commande passée. Le Bailleur ne saurait, en conséquence, être tenu pour responsable de toute inadaptation de l'Equipelement aux besoins du Locataire, de toute insuffisance de performance ou de tout défaut de compatibilité des matériels et/ou logiciels entre eux. Le Locataire fera son affaire avec le Fournisseur du financement et de l'organisation de l'enlèvement et du traitement des déchets issus de l'Equipelement. A cet égard, le Locataire s'oblige à veiller au strict respect des dispositions des articles R.543-172 et suivants du Code de l'environnement et assume avec le Fournisseur toutes responsabilités en cas de non-respect de ces dispositions.

2.2. De par le Mandat susvisé, le Bailleur transmet au Locataire la totalité des recours dont il bénéficie contre le Fournisseur y compris l'action en résolution de la vente pour vices rédhibitoires pour laquelle le Bailleur lui donne en tant que de besoin mandat d'ester, sous réserve d'être mis en cause. En conséquence, le Locataire renonce à tous recours contre le Bailleur en cas de défaillance ou de vices cachés affectant l'Equipelement ou dans l'exécution des prestations et garanties qui lui sont attachées. En cas de résolution judiciaire de la vente entre le Bailleur et le Fournisseur, le Locataire s'engage (i) à restituer le bien au Fournisseur (ii) engage en conséquence son entière responsabilité envers le Bailleur si, pour quelque cause que ce soit, le fournisseur s'avère défaillant dans ses obligations

de vendre notamment pour le remboursement à celui-ci du prix payé directement ou indirectement par le Bailleur au Fournisseur.

ARTICLE 3 - LIVRAISON - INSTALLATION - RECEPTION DE L'EQUIPEMENT

Le Locataire en qualité de mandataire du Bailleur prend notamment livraison - son de l'Equipelement hors la présence du Bailleur. Lors de la livraison de l'Equipelement, qu'il s'agisse d'une livraison partielle ou totale, le Locataire procède à l'examen de l'état de l'Equipelement. Il atteste de la conformité de l'Equipelement à la commande et de son parfait état de fonctionnement par la signature d'un procès-verbal de livraison - réception. En cas de non-conformité ou de défaut de fonctionnement, le Locataire doit refuser la signature du procès-verbal de livraison-réception et informer, dans un délai de 7 jours ouvrés, le Bailleur ainsi que le fournisseur par un courrier recommandé avec accusé de réception énumérant les non-conformités ou les défauts de fonctionnement et précisant qu'il refuse la livraison.

ARTICLE 4 - PRISE D'EFET, DUREE, TERME, DE LA LOCATION

4.1. Le Contrat prend effet dès sa signature par le Locataire et le Bailleur. La durée initiale est prévue aux conditions particulières.

4.2. La location prend effet le premier jour du mois si la périodicité des loyers est mensuelle, le premier jour du trimestre civil, si la périodicité des loyers est trimestrielle, suivant la signature du procès-verbal de réception de l'Equipelement.

4.3. Le Contrat ne peut pas être résilié avant le terme de la période initiale de la location sauf dans les cas et selon les modalités prévues à l'article 12. A défaut, le Contrat se renouvellera par périodes successives d'un an aux conditions prévues au Contrat et sur la base du dernier loyer contractuel, avec la faculté pour chaque partie d'empêcher le renouvellement par l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception avec un préavis de trois (3) mois avant le terme de ladite période.

ARTICLE 5 - LOYERS, REDEVANCES DE MISE A DISPOSITION, MODALITES DE PAIEMENT, RETARD DE PAIEMENT

5.1. Le premier loyer est exigible lors de la prise d'effet de la location prévue à l'article 4.2.

Si la livraison précède la prise d'effet de la location et/ou en cas de livraison partielle de l'Equipelement, une redevance de mise à disposition sera facturée au fur et à mesure des livraisons constatées par les procès-verbaux de livraison-réception partiels, sur la base des loyers prévus et prorata temporis.

5.2. Sauf convention contraire, les loyers sont payables au Bailleur terme à échoir par prélèvement SEPA suivant les modalités précisées aux conditions particulières. Les loyers et les redevances de mise à disposition sont portables et non querables. Le Locataire s'engage à signer le mandat de prélèvement SEPA joint au présent contrat par lequel il autorise le Bailleur à prélever la redevance de mise à disposition et les loyers et plus généralement toutes sommes dues au titre du Contrat sur son compte bancaire. Au titre de la pré-notification, et par dérogation à la règle de pré-notification de quatorze jours, le Locataire accepte que le Bailleur lui adresse au moins deux jours avant la date du premier prélèvement, l'identifiant SEPA (« ICS ») du Bailleur, la Référence Unique du Mandat (« RUM ») du Locataire, le montant des échéances et la date du prélèvement SEPA. En cas de contestation d'un prélèvement SEPA ou de révocation du mandat, le Locataire demeurera néanmoins tenu au paiement de toutes sommes dues au titre du contrat qu'il devra régler par tout autre moyen.

Le locataire est informé que les factures de loyers, assurances et autres pourront lui être adressées par voie électronique, ce qu'il accepte expressément.

5.3. En cas de retard dans le paiement de toute somme due par le Locataire, les intérêts de retard seront calculés depuis la date d'échéance jusqu'au jour du paiement effectif, au taux fixé conventionnellement de 1,5% par mois. Tout retard de paiement entraînera également une indemnité forfaitaire de 40€ pour frais de recouvrement à la charge du Locataire conformément aux dispositions légales ou réglementaires.

ARTICLE 6 - UTILISATION - ENTRETIEN DES BIENS

Le Locataire est le gardien de l'Equipelement. Le Locataire est tenu de faire un usage conforme à sa destination de l'Equipelement. Par dérogation à au Code Civil, Il supporte seul tous les frais afférents à l'utilisation, l'entretien et la réparation de l'Equipelement. Le Locataire devra s'acquitter de toutes obligations administratives et fiscales et se conformer, en toutes circonstances, aux lois et règlements afférents à la détention et à l'utilisation de l'Equipelement. Il prend à sa charge tous les coûts qui peuvent résulter de l'obligation de mettre en conformité l'Equipelement aux dites réglementations.

ARTICLE 7 - ASSURANCE - SINISTRES - INDEMNITES

7.1. En tant que gardien de l'Equipelement, le Locataire assume tous les risques de détérioration

et de perte, même par cas fortuit ; il est responsable, en qualité de gardien, de tout dommage causé par l'Equipelement dans toutes circonstances. Il s'oblige, en conséquence, à souscrire une assurance couvrant sa responsabilité civile chef d'entreprise, le Bailleur devant bénéficier de la qualité d'assuré additionnel et d'une clause de renonciation aux recours contre lui.

Le Locataire souscrit également une police d'assurance couvrant tous les risques de dommages ou de vol subis par l'Equipelement avec une clause de délégation d'indemnités au profit du Bailleur et une clause de renonciation aux recours contre ce dernier.

7.2. A défaut d'avoir adressé dans les huit jours de la livraison la justification des assurances directement souscrites, le locataire demande au Bailleur ou au Cessionnaire le bénéfice de la prestation de couverture dommages matériel. Si le bénéfice de cette couverture lui est accordé, le locataire en sera informé par tout moyen et un résumé des garanties lui sera mis à disposition. Il pourra renoncer au bénéfice de cette couverture jusqu'au trentième jour suivant le règlement du premier loyer, par LRAR accompagnée de tout document attestant de l'assurance de l'Equipelement, les sommes échues restant dues.

7.3. Le Locataire doit informer sans délai l'assureur et le Bailleur ou Cessionnaire par LRAR, de tout sinistre en précisant les circonstances et les conséquences. En cas de sinistre total ou de vol, couvert ou non par l'assurance, le contrat est résilié à la date du sinistre. Le Locataire est alors redevable d'une indemnité H.T. égale au montant total des loyers éventuellement impayés et des Loyers restant dus à la date du sinistre, majoré de la va- leur résiduelle H.T. de l'Equipelement. Cette indemnité sera, le cas échéant, diminuée des sommes que le Bailleur aurait reçues de l'Assureur au titre de ce sinistre total. Le Locataire demeure en tout état de cause gardien, à ses frais, du bien sinistré. Pour un sinistre partiel, en cas d'insuffisance de l'indemnité reçue de l'Assureur, le Locataire est tenu de parfaire la remise en état complète de l'équipement à ses frais et de payer régulièrement les Loyers. Le montant de la franchise est à la charge du Locataire.

ARTICLE 8 - CESSIION DES BIENS GREVS DU CONTRAT DE LOCATION

Le Bailleur se réserve la faculté de céder le Contrat conformément aux dispositions de l'article 1216 du code civil et l'Equipelement objet du Contrat à un tiers, ou de céder l'Equipelement grevés du contrat de location et ainsi de transmettre les droits et obligations y afférents à un tiers, ci-après désigné dans le présent Contrat de Location sous le terme « Cessionnaire » qui sera lié par les termes et conditions du Contrat, avec possibilité pour ce dernier de le lui rétrocéder l'Equipelement avec le Contrat pendant l'exécution du Contrat ou au terme du Contrat, ce que le Locataire accepte par avance et sans réserve. Le Locataire accepte dès à présent et sans réserve cette substitution éventuelle de Bailleur et s'engage à signer à première demande le mandat SEPA joint au présent contrat au profit du Cessionnaire par lequel il autorise le Cessionnaire à prélever les loyers et plus généralement toutes sommes dues au titre du Contrat sur son compte bancaire. Les dispositions prévues à l'article 6.2 sont applicables au mandat SEPA signé au profit du Cessionnaire. Cette cession se matérialisera par la signature par le cessionnaire du Contrat. A compter de sa signature, le Cessionnaire se substitue au Bailleur d'origine, et le Locataire a obligation de payer au Cessionnaire les loyers, en principal, intérêts et accessoires. Le Cessionnaire n'a participé ni au choix du fournisseur, ni à celui de l'Equipelement. Il en résulte que le Locataire renonce notamment à effectuer toute compensation, déduction sur les loyers, et à tout recours contre le Cessionnaire du fait de la construction de la livraison ou de l'installation de l'Equipelement mais conserve tous ses recours contre le fournisseur conformément à l'article 2 du Contrat. Il est bien entendu que l'obligation du Cessionnaire se limite à laisser au Locataire la libre disposition de l'Equipelement, les autres obligations demeurant à la charge du Bailleur d'origine.

En cas de cession, le Locataire est informé du fait que le Cessionnaire pourra réaliser des examens de solvabilité et collecter des informations le concernant ainsi que ses représentants et autres parties prenantes à l'activité du Locataire. Ces informations peuvent être utilisées par le Cessionnaire ou le groupe auquel il appartient, dans le cadre de l'exécution du contrat, afin de remplir ses obligations légales et/ou d'envoyer des informations relatives aux produits ou services qui pourraient intéresser le Locataire.

Tous les renseignements relatifs aux modifications des modalités de sollicitation marketing ou toute autre information relative aux données ainsi collectées sont disponibles dans la notice de protection des données accessible sur le site du Cessionnaire avec la politique de cookies. Pour

toute demande d'information ou exercice des droits relatifs à la protection des données le Locataire pourra contacter le Cessionnaire via son site en consultant la fiche de contacts disponible.

ARTICLE 9 - PROPRIETE

Le Contrat n'entraîne pas le transfert de propriété de l'Equipement au profit du Locataire, pendant toute la durée de la location ni à son terme. En sa qualité de gardien, le Locataire s'interdit de sous-louer, de prêter, de mettre à disposition de quiconque, de céder ou de se dessaisir de tout ou partie de l'Equipement ou du bénéfice du Contrat, à quelque titre et pour quelque motif que ce soit, ou de le grever d'un droit quelconque (nantissement). Le Locataire devra prendre toutes mesures pour faire connaître les droits du Bailleur. Notamment il s'engage 1) à avertir le propriétaire du local où est installé l'Equipement que celui-ci n'est pas sa propriété, 2) à prévenir l'huissier, en cas de saisie, que l'Equipement n'est pas sa propriété, à informer immédiatement le Bailleur de toute saisie, à tout faire pour obtenir mainlevée et généralement prendre toutes mesures de sauvegarde nécessaires. Le Locataire s'interdit de se dessaisir de l'Equipement loué entre les mains d'un tiers sauf aux fins de réparation.

ARTICLE 10 - EVOLUTION DU CONTRAT

Le Locataire pourra, durant la période de location, demander au Bailleur le remplacement total ou partiel de l'Equipement et/ou l'adjonction d'équipements complémentaires. Toute évolution entraînera une modification des loyers et/ou de la durée de la location et sera soumise à l'accord préalable du Bailleur s'agissant du principe et de l'étendue des remplacements et/ou adjonctions. En cas d'accord, un nouveau contrat sera signé par les Parties.

ARTICLE 11 - RESILIATION

11.1. Le Bailleur pourra résilier de plein droit le Contrat, avec effet immédiat, sans intervention judiciaire et sans être redevable de quelque indemnité que ce soit, dans les cas suivants : (i) Après mise en demeure préalable : Si le Locataire manque au paiement à l'échéance d'un seul terme du loyer ou plus généralement à l'une quelconque de ses obligations dans le cadre du Contrat ; Si le manquement par le Locataire au respect de ses obligations précisées dans les contrats de licence des logiciels loués, conduisait l'éditeur à priver le Locataire de ses droits d'usage ; Si le Locataire a omis ou transmis des informations inexactes lors de la demande de location et/ou dans les pièces jointes (en particulier pièces comptables). (ii) Sans mise en demeure préalable : Le Contrat de Location ayant été conclu par le Bailleur en considération de la personne du Locataire, toute modification intervenant sur cette personne est susceptible, au seul choix du Bailleur, d'entraîner la résiliation du Contrat (décès du Locataire, transformation affectant le Locataire telle que notamment fusion, scission, changement d'actionnaire, cessation totale ou partielle d'activité...), résolution judiciaire de la vente, sinistre total de l'Equipement.

11.2. Le Locataire devra, dès la résiliation, restituer immédiatement l'Equipement au Bailleur dans les conditions prévues à l'article 13 et lui verser outre les loyers échus et impayés au jour de la résiliation, la totalité des loyers restant à échoir lors de la résiliation, en réparation du préjudice subi. Cette somme sera majorée, d'une somme égale à 10 % (dix pour cent) de la valeur des loyers restant dus à la date de résiliation, à titre d'indemnité de résiliation. Les sommes ci-dessus porteront intérêt au taux défini à l'article 5 et seront majorées des taxes en vigueur.

11.3. En cas de manquement du Bailleur dans l'exécution de son obligation, le Locataire pourra résilier le présent contrat après la première présentation d'une mise en demeure au Bailleur de remédier à son manquement, par lettre recommandée avec avis de réception demeurée infructueuse pendant 8 (huit) jours. En réparation du préjudice direct subi par le Locataire, ce dernier pourra engager la responsabilité du Bailleur, étant précisé que ladite responsabilité ne pourra pas excéder la somme des 12 (douze) derniers loyers effectivement perçus par le Bailleur. Le Locataire devra, dès la résiliation du Contrat, restituer immédiatement l'Equipement.

ARTICLE 12 - RESTITUTION

Au terme du Contrat, qu'elle qu'en soit la cause, le Locataire doit, à ses frais, restituer au Bailleur l'Equipement sur le site qui lui sera désigné par ce dernier, en bon état d'entretien et de fonctionnement. Les frais de déconnexion, d'effacement définitif de toutes les données figurant dans les mémoires et d'enlèvement et de transport sont à la charge du Locataire. En conséquence, le Locataire s'engage à rembourser le Bailleur à réception de facture, dans le cas où ce dernier aurait eu à les assumer. Dans le cas où l'Equipement ne serait pas restitué dans un délai de 30 (trente) jours à compter de la cessation du Contrat, le Bailleur sera en droit de facturer au Locataire, une indemnité

pour détention induite, calculée sur la base du loyer en vigueur au jour de la cessation du Contrat, toute période civile entamée étant dû en intégralité. En cas de restitution partielle de l'Equipement, ladite indemnité sera proportionnellement réduite en fonction de la valeur des Equipements restitués. Le Locataire s'interdit de restituer l'Equipement directement chez le Bailleur sans l'accord préalable et écrit de ce dernier.

ARTICLE 13 - LOGICIELS

13.1. Dans les présentes, il est utilisé le terme « logiciel(s) » pour désigner les exemplaires de logiciels financés, sauf à ce que le sens de la phrase ne conduise à devoir retenir une définition différente. Le Bailleur détient les droits sur le(s) logiciel(s) à la seule fin de le(les) mettre à disposition du locataire dans les limites et conditions d'utilisation fixées dans le cadre de la (des) licence(s) dont le locataire a pris connaissance et qu'il a approuvé. A la demande du Locataire, le Bailleur acquiert le matériel d'équipement susmentionné dans les conditions techniques et de prix déterminées par le Locataire et le met à sa disposition dans les conditions du Contrat.

13.2. Tout litige lié au fonctionnement ou à l'utilisation du logiciel devra être réglé entre le fournisseur et/ou l'éditeur et le Locataire. Ce dernier ne pourra invoquer un tel litige pour ne pas honorer ses obligations au titre du Contrat. Le Locataire s'engage à respecter l'intégralité des droits du fournisseur et/ou l'éditeur sur le ou les logiciels fournis, tant pendant la durée du Contrat. Le Locataire renonce expressément à se prévaloir à l'encontre du Bailleur, de quelque exception que ce soit, qu'il pourrait faire valoir contre le fournisseur et/ou l'éditeur du ou des logiciels.

13.3. Au terme du contrat, la restitution des logiciels implique que le Locataire s'engage à ne plus les utiliser et détruire et/ou efface de ses bibliothèques ou dispositifs de stockage informatique toutes copies des logiciels autorisés. Le Locataire doit veiller à ce qu'au jour de la restitution tous mots de passe, logos, données personnelles et professionnelles soient supprimés.

ARTICLE 14 - FRAIS ET INTERETS

Tous droits, frais et honoraires auxquels l'exécution du présent Contrat de Location peut donner lieu, ainsi que toutes dépenses que le Bailleur devrait exposer pour garantir l'entretien des Equipements loués, sa due assurance, recouvrement de sa créance, obtenir satisfaction quant à l'obligation de restitution du Locataire défaillant sont à la charge du Locataire. Tous frais ainsi que tout acte de gestion donneront lieu à une facturation aux conditions appliquées aux opérations avec la clientèle en vigueur. Tout acte de gestion et notamment tout changement, toute modification au présent contrat du type changement de domiciliation bancaire, d'adresse en cours, modification de la date de prélèvement, etc. doit être demandé au moins un mois à l'avance. La tarification en vigueur desdites prestations et disponible auprès du Bailleur et/ou du Cessionnaire le cas échéant et pourra faire l'objet d'une facturation à part ou jointe à celle du loyer. L'utilisation des prestations vaut acceptation de leur tarification.

ARTICLE 15 - INFORMATIQUE ET LIBERTES

Les renseignements et informations nécessaires à la mise en place du présent Contrat sont confidentiels et protégés par la loi 78-17 du 06/01/1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et par le Règlement général sur la protection des données (UE 2016/679) du 27 avril 2016. Ils ne seront utilisés par le Bailleur que pour les seules nécessités de gestion administrative, d'actions commerciales ou pour satisfaire aux obligations légales ou réglementaires ainsi qu'à des fins de lutte contre la fraude, contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Toutes les précautions utiles sont prises pour assurer la sécurité et la confidentialité de ces données personnelles, notamment pour empêcher leur perte, altération, destruction ou accès par des tiers non autorisés. En outre, qu'il s'agisse de personnes physiques ou morales, les renseignements et informations recueillis dans le cadre du présent contrat pourront être communiqués aux établissements faisant partie du Groupe auquel appartiennent le Bailleur et le Cessionnaire ainsi qu'aux Autorités de Contrôle, Institution et organismes Français et/ou de l'Union Européenne. Le traitement est susceptible de donner lieu à des transferts de données, dans le respect de la loi informatique et libertés, vers des pays non-membres de l'Union Européenne. Les données personnelles seront conservées pour la durée strictement nécessaire à la gestion de la relation professionnelle, à la bonne exécution de nos prestations, tout en respectant les contraintes légales et réglementaires en matière de prescription. Le Locataire peut donner des directives relatives au sort de ses données personnelles après son décès. Le responsable du traitement est la Direction Générale. Conformément à la Loi informatique et libertés du 6 janvier 1978 modifiée et au règlement européen

2016/679 en date du 27 avril 2016, le Client et ses éventuels représentants disposent à tout moment, , d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition et de limitation du traitement, ainsi que (ii) du droit à la portabilité de ses données à caractère personnel et (iii) du droit à tout moment et sans frais, sans avoir à motiver sa demande, de s'opposer à ce que ses données soient utilisées à des fins de prospection commerciale sur simple demande adressée au siège social du Bailleur. Le Locataire a enfin le droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL).

Dans le cas de la signature électronique du Contrat de location, le locataire reconnaît la valeur juridique et la force probante de tous les documents établis, signé et reçus par l'intermédiaire de la plateforme de signature du Loueur ainsi que des enregistrements effectués et conservés par celle-ci. Les parties s'engagent, par la présente convention de preuve, à accepter d'une part qu'en cas de litige les éléments d'identification, fichiers de preuve et signatures électroniques soient admissibles devant les tribunaux et fassent preuve des faits, données consentements et signatures qu'ils contiennent ; d'autre part que les horodatages soient admissibles devant les tribunaux et fassent preuve des données et des faits qu'ils recèlent.

ARTICLE 16 - DELAI DE RETRACTATION

Si, au jour de la signature du présent contrat conclu horsétablissement, le nombre de salariés du locataire est inférieur à 6 et que l'équipement n'entre pas dans le champ de son activité principale, celui-ci dispose d'un délai de rétractation de 14 jours à compter de la signature du présent contrat qu'il pourra exercer en adressant par courrier recommandé au bailleur, le bordereau de rétractation.

ARTICLE 17 - LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DE CAPITAUX, LE FINANCEMENT DU TERRORISME ET LA CORRUPTION – SANCTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES

Le locataire est conscient du fait que le Bailleur/ Cessionnaire ne soutient ni ne participe aux activités des entreprises situées sur des territoires assujettis à des embargos, des sanctions ou des mesures similaires. Le locataire confirme qu'il ne détient aucun bureau ni investissement et n'exerce ou ne prévoit d'exercer aucune activité dans les pays ou les régions assujettis(e)s à des sanctions, des embargos ou des mesures similaires imposés par les Nations Unies, l'Union européenne, le gouvernement français, les Etats Unis d'Amérique, ou toute autre autorité en matière de sanction ou, dans le cas contraire, qu'il en a dûment informé le Bailleur/Cessionnaire. Le Locataire est informé que le Cessionnaire vérifiera, que le Fournisseur, le Locataire, leur mandataire et le/les bénéficiaires économiques de la relation d'affaire ne relèvent d'aucune disposition législatives et/ou réglementaires émanant des organismes et/ou autorités susvisés qui sanctionne le blanchiment des capitaux, le financement du terrorisme et la corruption, ou fait l'objet d'une ou plusieurs sanctions financières internationales telles que précisées ci-dessus. Le Locataire s'engage à donner, à première demande du Cessionnaire, toutes informations et tous justificatifs que ce dernier estime raisonnablement nécessaires au respect de ses propres obligations à ce titre. Le Cessionnaire pourra demander la résiliation, dans les conditions de l'article « Résiliation », en cas de non-communication ou de communication fausses des informations et/ou justificatifs sur son entreprise ou sa situation financière et l'origine du patrimoine et des fonds impliqués dans la relation d'affaires.

ARTICLE 18 - LOI APPLICABLE / ATTRIBUTION DE COMPETENCES

Loi Applicable: Le présent Contrat est exclusivement soumis au droit français.

Règlement des Litiges : TOUT DIFFEREND ENTRE LES PARTIES RELATIF A L'EXISTENCE, LA VALIDITE, L'INTERPRETATION, L'EXECUTION ET LA RESILIATION DU PRESENT CONTRAT DE LOCATION (OU DE L'UNE QUELCONQUE DE SES CLAUSES), SERA DE LA COMPETENCE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE PARIS OU EN CAS DE CESSION DU TRIBUNAL DU SIEGE DU CESSIONNAIRE.

Le locataire est informé que le droit de rétractation est applicable entre professionnels dès lors que les 3 conditions suivantes sont réunies :

- Le contrat doit être conclu hors établissement,
- L'objet du contrat ne doit pas entrer dans le champ d'activité principale de l'entreprise,
- Le nombre de salariés de l'entreprise doit être inférieur ou égal à cinq.

Le locataire dispose d'un délai de 14 jours à compter de la signature du contrat pour se rétracter, sans donner de motif.

Pour exercer son droit de rétractation, le locataire doit notifier à Nomotech sa décision de se rétracter du présent contrat au moyen d'une déclaration dénuée d'ambiguïté par lettre recommandée ou en utilisant le formulaire ci-dessous,

Le locataire est informé qu'il devra procéder à la restitution des équipements, dans leur emballage d'origine, à ses frais, dans un délai maximum de 8 jours à compter de la notification de sa rétractation à Nomotech.

Dès réception des équipements, Nomotech procèdera au remboursement des sommes éventuellement réglées par le locataire au titre de l'exécution du contrat.



FORMULAIRE DE RETRACTATION

Veuillez compléter et renvoyer le présent formulaire uniquement si vous souhaitez vous rétracter du contrat.

A l'attention de : Nomotech, 53 avenue de la Pierre Vallée, ZA de l'Estuaire, 50220 Poilley.

Nous vous notifions par la présente notre rétractation du contrat n° _____ portant sur la location du bien et que nous avons conclu

A _____ le _____

Nom du locataire :

Adresse du locataire :

signature + cachet commercial du locataire

